



Retour sur les
**Journées des
directeurs et
directrices des
unités et des
observatoires
des sciences
de l'Univers**

INSU

BREST 2023

INTERVIEW | ENJEUX ET PERSPECTIVES

Repositionner l'INSU et ses piliers dans le paysage actuel de l'ESR

Du 14 au 16 novembre dernier, l'ensemble des directeurs et directrices d'unités et d'observatoires des sciences de l'Univers s'est réuni avec la direction de l'INSU autour de l'IUEM à Brest, dans le cadre des journées des DU. Traditionnellement, ce séminaire, qui se déroulait en région parisienne, était une simple journée d'information. Une nouvelle mouture, qui associe informations, rencontres et ateliers avait été testée avec succès l'an passé à Grenoble autour de l'OSUG. Nicolas Arnaud, directeur de l'INSU présente cette édition.

Quels est l'objectif de ces JDU ?

Le but de ces 3 jours de rencontre avec les directeurs et directrices d'unités (DU) de l'INSU est de partager avec eux l'évolution nécessaire du CNRS et plus spécifiquement de l'INSU, dans le paysage actuellement très mouvant de l'enseignement et de la recherche (ESR).

Ces journées ont également été l'occasion de travailler avec les directeurs et directrices sur notre « offre de service », c'est à dire la façon dont l'INSU peut décliner au niveau territorial, à tous les échelons et dans son champ, la raison d'être du CNRS : la recherche fondamentale au service de la société.

La réunion 2023 des DU de l'INSU était donc, plus qu'une simple journée d'information, un séminaire de direction élargi. Pendant 3 jours, les DU ont été rassemblés en résidentiel pour travailler avec la direction de l'INSU sur le projet de stratégie et opérationnel de l'Institut.

Pourquoi les avoir faits à Brest ?

C'est la deuxième année où nous délocalisons cet exercice annuel (les dernières s'étaient passées à Grenoble). Le souhait de la direction de l'INSU est de permettre aux DU de s'immerger dans un autre



Nicolas Arnaud,
directeur de l'INSU lors du discours d'ouverture des journées

écosystème local, où l'OSU a su prendre sa place. Nous avons eu ainsi la chance d'y rencontrer de nombreux institutionnels, notamment représentants des tutelles de l'IUEM et/ou de l'écosystème local (Ifremer, UBO, Académie, Brest Métropole, Mairie de Plouzané, Conseil départemental du Finistère, Région, Haut conseil breton pour le climat).

Qu'y avez-vous partagé concernant l'ESR ?

2023 a été une année marquante. D'abord, une année d'évaluation pour le CNRS : celle du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES),

qui a occasionné beaucoup de travail. Depuis les JDU, le rapport est d'ailleurs sorti : Le CNRS démontre une excellence et un rayonnement dans la mise en œuvre de la recherche dans ses champs. Il y a bien entendu des recommandations importantes sur lesquelles le CNRS va travailler. Concernant l'INSU, les évaluateurs relèvent son rôle essentiel dans la participation française aux projets spatiaux ainsi que son rayonnement international, notamment en océanographie et en sciences de l'atmosphère. Ils saluent la cohérence de son organisation.



Universités, organismes de recherche ou OSU, nous partageons des objectifs communs, on joue ensemble, c'est un travail d'équipe. Le but c'est de faire rayonner la recherche de notre pays et de faire face aux grands enjeux environnementaux et sociétaux. Nous avons des maillots de couleur différentes mais nous jouons dans la même équipe ! Et c'est elle que nous devons faire gagner. »

Tristan Montier,

vice-président Recherche et Innovation de l'Université de Bretagne occidentale

2023 est également une année de reconfiguration de l'ESR avec le rapport dit « Gillet » qui envisage « les évolutions nécessaires pour mettre en œuvre une rénovation de l'écosystème de la recherche et de l'innovation ». Ce rapport propose en particulier d'ajouter aux organismes nationaux de recherche (ONR) un rôle d'agence de programmes, qui viendrait compléter leurs missions actuelles d'opérateurs de recherche. L'idée est de confier à chacun des principaux ONR l'animation de communautés de recherche et la définition collective d'une stratégie scientifique nationale sur quelques thématiques en lien avec les priorités nationales de France 2030. Chaque ONR en charge devra coordonner l'ensemble des acteurs concernés : universités, ONR, État, Agence nationale de la recherche et autres partenaires. Les agences de programme doivent *in fine* structurer un paysage simplifié pour la conduite de la recherche dans les UMR.

Nous devons être proactifs dans la construction de ces agences, et en particulier l'agence qui sera sans doute coordonnée par le CNRS autour de thématiques qui devraient tourner autour de climat, biodiversité et société durable.

Comment se positionne l'INSU dans ce contexte ?

Dans cette évolution de l'ESR, l'INSU a une identité et une fonction duale : en tant qu'un des dix « instituts » du CNRS, il met en œuvre la politique du CNRS sur son champ, coordonne les laboratoires de ses domaines et assure le recrutement avec le comité national. En tant qu'institut « national », il assure des missions qui lui sont confiées par arrêté. En 2023, ces missions résonnent de façon particulièrement pertinente avec les agences de programme proposées par la commission Gillet. À cet égard, l'arrivée des PEPR dans le paysage et le taux exceptionnel de réussite des projets de l'INSU ont démontré non seulement la force de

notre modèle pour se fédérer autour de grands projets scientifiques mais aussi l'efficacité de nos prospectives pour préfigurer des sujets.

Dans ce contexte, l'INSU travaille à repositionner dans l'ESR ses grands « outils » au service de sa mission et ses 4 piliers : les exercices de prospectives qu'il coordonne, les infrastructures de recherche qu'il pilote, les programmes nationaux qu'il anime, et son maillage territorial via les OSU.

Concrètement, comment se fait ce repositionnement ?

Concernant les programmes nationaux et les infrastructures de recherche, nous avons organisé deux ateliers en associant une large communauté à la réflexion. L'un d'eux a interrogé les liens IR-SNO-OSU (voir p.12), tandis qu'un autre a remis à plat le rôle et l'organisation des programmes nationaux (voir p.12). L'ensemble donnera lieu à des évolutions.



Participer à une instance d'expertise comme celle du HCBC fait partie de la mission de l'INSU dont parlait Nicolas Arnaud : amener la science vers les gens qui en ont besoin, notamment les acteurs et décideurs publics. Que l'OSU soit impliqué à l'échelle du territoire est tout à fait logique .”

Anne-Marie Tréguier,

chercheuse au LOPS-IUEM et co-présidente du Haut conseil Breton pour le climat (HCBC)



On va de la même manière mener un retour d'expérience des exercices de prospectives, qui s'avèrent des outils très utiles mais chronophages et très top/down et qui ne permettent peut-être pas assez de repérer l'urgence.

Concernant le maillage territorial, il faut qu'OSU et unités construisent collectivement un projet de site. Ce projet mettra en exergue des synergies, des « communs », dont on va pouvoir discuter avec les différentes tutelles lors des dialogues objectifs ressources (DORs) et en conseil d'OSU. Le lieu de l'émergence et de la recherche est, et reste, dans les laboratoires. L'OSU doit être vu comme une maison commune, qui construit avec les unités une offre de service à l'échelle du site (des plateformes, des services techniques, des services d'observation ...) La gouvernance des OSU devra refléter ce rôle de

maison commune en y associant les unités. Le projet de chaque OSU doit être alimenté par une réflexion sur son offre de service, mais aussi par l'ensemble des projets des laboratoires du site.

C'est donc un projet de site. D'ailleurs, nous avons également mené un retour d'expérience sur les DORs, qui s'avèrent un outil de dialogue indispensable entre la direction, les DU et les partenaires car ils permettent d'avoir justement une vision stratégique globale du site.

Pour finir, nous travaillons activement à faire reconnaître à l'INSU une mission nationale d'observation. Pour le moment, on déploie progressivement ce dispositif en signant localement des conventions avec les universités pour faire reconnaître cette mission pour les enseignants chercheurs. Une

bonne dizaine d'universités ont d'ores et déjà signé. L'idée est de faire reconnaître cette mission au niveau ministériel afin d'obtenir des moyens pour mener cette mission, notamment en personnels CNAP.

Le rôle des DU et des DIROSU ne se trouve-t-il pas un peu modifié ?

Les DU sont nécessairement les porteurs actifs de ces transformations. Sans eux rien n'est possible. Ils doivent se saisir activement de ces transformations et opportunités en les intégrant dans leur projet stratégique, au service du projet national du CNRS dans le champ de l'INSU. Le DU n'est plus uniquement là pour faire en sorte que son laboratoire marche le mieux possible. Il doit aussi servir un projet plus grand.



Je sais que Nicolas Arnaud souhaite orienter vos travaux lors de ces journées sur les questions de territorialisation de la recherche et je m'en réjouis : l'excellence est plurielle, construisons ensemble une stratégie réelle et durable qui s'appuie sur la diversité de nos institutions de nos territoires et de notre excellence répartie .”

Pascal Olivard,

président de l'Université de Bretagne occidentale

Dans les coulisses de la recherche marine à l'IUEM

L'Institut universitaire européen de la mer (IUEM) a ouvert ses portes aux directeurs et directrices de laboratoires et observatoires, marquant le début de cette édition 2023.

Accueillis par Fred Jean, directeur, et son équipe, les participants se sont plongés dans l'univers de la recherche et de l'observation marine. La mission d'observation de l'IUEM intègre mesures, expérimentations et modélisations en examinant les trajectoires passées et futures de l'objet Mer. Lors de visites en petits groupes, les invités ont eu l'opportunité d'explorer plusieurs plateaux et plateformes de recherche dédiés à des thématiques variées telles que l'océanographie, la biologie marine, la géologie marine, la chimie marine, et bien d'autres domaines connexes.

Cette approche holistique couvre divers champs disciplinaires, des sciences de l'univers aux services nationaux d'observation hauturiers (SNO-Argo) et côtiers (SNO-Somlit/Coast-HF/Dynalut), en passant par les sciences du vivant avec les SNO-Phytobs/Benthobs, et les sciences humaines et sociales avec l'observation du socio-écosystème zone atelier Brest-Iroise (ZABrI).

En tant qu'OSU (depuis 2005), l'IUEM joue un rôle clé dans la fédération, la structuration, et la promotion de l'observation de la mer à des échelles régionales, nationales, et internationales.







“

On essaie d'encourager l'interdisciplinarité, de développer des approches qui soient intégrées entre les disciplines et de consolider les forces d'expertise qui sont nécessaires pour mener l'ensemble de ces recherches. Donc notre rôle, c'est de proposer et faire émerger à la fois des questions et des moyens qui permettent de les aborder ensemble. ”

Fred Jean,

directeur de l'Institut universitaire
européen des sciences de la mer IUEM (UBO - CNRS)

L'OSU IUEM : proposer et faire émerger des questions et des moyens pour les labos

L'Institut universitaire européen de la mer (IUEM) a accueilli la 2^{ème} édition des JDU. Fred Jean, son directeur, a répondu à quelques questions sur la spécificité de cet OSU et la manière dont il appréhende son rôle.

Pourquoi avoir proposé d'accueillir les JDU autour de l'IUEM ?

C'est l'occasion à la fois de montrer aux acteurs du territoire qui nous sommes, ce que nous faisons et aussi entre nous d'échanger sur ce que fait l'IUEM dans le monde de la recherche !

Quelles sont les spécificités de l'IUEM ?

L'IUEM c'est à la fois un institut, une école interne de l'université, et c'est aussi un observatoire des sciences de l'Univers. Je pense qu'on peut dire à l'heure actuelle que c'est un des instituts universitaires de référence qui permet de structurer les sciences marines en Bretagne, en France et dans le monde. Le Finistère est sans doute un des endroits en France où il y a le plus de force en science et technologie marines, et l'IUEM participe de cet effort et, à travers lui, ses différentes tutelles qui sont le CNRS (avec des unités rattachées au CNRS Terre et Univers et également à CNRS Écologie et environnement), l'UBO, et, pour certaines de ses unités l'IRD et l'Ifremer.

L'IUEM est un OSU, donc une structure fédérative de 7 unités de recherche tournées vers l'océan et les littoraux, pour les étudier sous tous leurs aspects. Lors de sa création, l'idée était d'emblée de fonder un institut thématique

mais, en même temps, de décliner ce thème dans toutes les disciplines possibles qui voudraient bien se joindre au projet. Actuellement : droit, économie, géosciences, géographie (humaine et terrestre), biologie, chimie, écologie, biotechnologies, océanographie (physique et spatiale) archéologie et anthropologie aussi. On travaille sur le couplage entre l'océan et le climat, les écosystèmes, l'océan profond, qu'on va aborder à la fois via les géosciences, la biodiversité, la microbiologie, l'écologie. Enfin, le littoral est étudié en tant qu'interface entre l'océan et les sociétés qui y vivent.

Comment définiriez-vous le rôle de l'IUEM en tant qu'OSU ?

Pour que les unités de l'IUEM puissent déployer l'ensemble de leurs travaux, on essaie d'encourager l'interdisciplinarité, de développer des approches qui soient intégrées entre les disciplines et de consolider les forces d'expertise qui sont nécessaires pour mener l'ensemble de ces recherches. Donc notre rôle, c'est de proposer et faire émerger à la fois des questions et des moyens qui permettent de les aborder ensemble.

On a défini dans nos prospectives cinq grands axes transverses, qui sont animés par le conseil scientifique de l'IUEM et servent à construire des

communs sur les questionnements scientifiques, à créer des liens entre les unités. Les axes concernent : les biotechnologies marines, les énergies marines renouvelables, les nouveaux usages des territoires maritimes, la recherche polaire, les recherches au Sud.

Au niveau de l'IUEM, on déploie un ensemble de moyens qu'on mutualise pour l'ensemble des unités, que ce soit :

- Un pôle image et instrumentation (P2I) qui permet de déployer un parc instrumenté et des expertises mutualisées qui servent à la fois à l'observation et à la recherche.
- Des approches de développement lowtech et lowcost en lien avec la DT INSU et d'autres acteurs du territoire, comme par exemple le FabLab ou l'Open Factory de l'UBO et des écoles d'ingénieurs d'Isblue également.
- La plateforme de spectrométrie océan (PSO) qui met à disposition des partenaires des moyens analytiques de pointe.

Dès la création de l'IUEM, nous avons mis en place un service de moyens informatiques mutualisé qui nous permettra de déployer prochainement en toute sérénité un plan de gestion des données au niveau de la structure, et pas



Je voudrais bien évidemment saluer l'ensemble des équipes de recherche qui fait la fierté du territoire avec ce bond dans le classement de Shanghai de l'UBO de la 11^e à la 5^e place dans le domaine de l'Océanographie et je n'oublie évidemment pas le CNRS, l'IRD et l'Ifremer sans qui rien n'aurait été possible. ”

Hubert Bruzac,

vice-président enseignement supérieur, recherche et innovation de Brest Métropole

seulement pour l'observation, mais pour toutes les données de recherche de l'IUEM. On y travaille activement depuis plusieurs années.

Enfin on participe aux grands dispositifs nationaux autour de la sobriété avec une analyse réflexive de nos propres pratiques et un ensemble de dispositifs concrets au jour le jour, en s'appuyant sur le GDR labo 1.5 et en essayant de mener nos bilans. L'IUEM aide les unités à faire leur bilan en gaz à effet de serre ; on essaie vraiment de faire en sorte que tout le monde soit porté par ce mouvement et c'est avec tout ça que finalement on construit un ensemble de connaissances pour espérer un futur désirable !

Comment décririez-vous votre ancrage territorial ?

Même si elle n'est pas un objet INSU mais CNRS Écologie & Environnement, la zone atelier (ZA) Brest Iroise est extrêmement structurante, car elle nous permet de faire le lien avec les attentes sociétales sur les résultats de nos recherches. C'est un peu la zone dans laquelle on teste les questions sur les trajectoires des socio-écosystèmes, ça permet de développer des questionnements sur la gestion intégrée de ces territoires, c'est aussi un lieu où, sur un territoire délimité, on arrive à associer l'ensemble des parties prenantes à la co-construction de questions. On s'en sert pour mettre à disposition des résultats scientifiques à leur service.

L'IUEM a la chance d'être ancré sur un territoire où on se préoccupe de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, ça a de l'importance pour les dispositifs que nous arrivons à mettre en place qui bénéficient par exemple des CPER comme ObsOcean ou GLAZ, qui nous permet de travailler avec deux autres OSU du Massif armoricain : l'OSUNA et l'OSUR. Ça nous permet aussi d'envisager des participations à des infrastructures européennes autour de ces territoires.

Nos services nationaux d'observation sont axés sur l'océan hauturier et l'océan côtier. Quand on fait le bilan de l'ensemble de ces derniers, on voit qu'on a des observations sur le trait de côte, sur la géomorphologie, sur les aléas, sur les risques érosion-subsidence, sur les usages, sur l'écologie et la biodiversité, sur les espèces exogènes dans les ports de plaisance (et qu'on voudrait

maintenant déployer aussi dans les ports de commerce), sur la physicochimie de l'eau de mer ... et on se dit qu'on est en mesure d'être un portail d'entrée sur l'ensemble du territoire pour intégrer l'ensemble de ces données au service des politiques territoriales de la Région, du département du Finistère, ou sur un territoire comme celui de Brest Métropole. Et on est en train de le mettre en place (voir page 10).

On déploie ces systèmes d'observation avec une préoccupation de sobriété tant sur la mesure elle-même, que sur le recyclage des dispositifs, ou la capacité à mettre à disposition des données sobres et efficaces. On s'appuie sur les grandes infrastructures qui sont mises en place aux niveaux national et européen.

C'est vital pour le département que l'ensemble de ce tissu, qui va de la recherche fondamentale à l'innovation et à l'application dans le monde économique, soit présent dans le Finistère . ”

Yves de Buit,

maire de Plouzané et conseiller départemental du Finistère



Et vos interactions avec la société civile ?

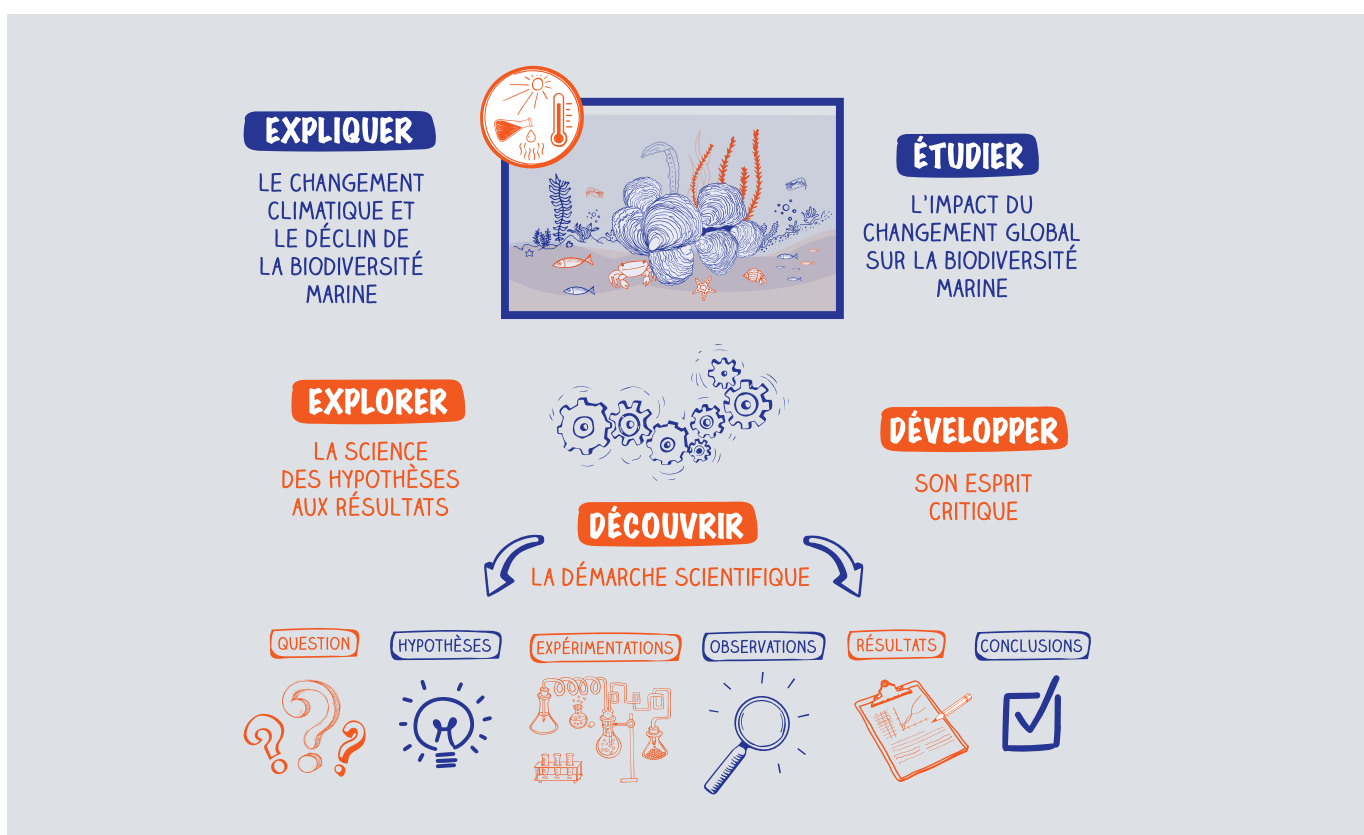
On déploie des systèmes d'observation participatifs : l'IUEM a porté sans doute un des premiers dispositifs d'observation participative en France il y a plus de 20 ans avec Ecoflux, qui est un réseau permettant de mesurer la teneur en sel nutritifs dans les petits fleuves côtiers breton, en s'appuyant sur les lycées agricoles.

On déploie un ensemble d'écoles thématiques à destination des enseignants du secondaire : Mer et éducation en est à la 9e édition, Mer et Media a été déclinée pour les journalistes. ISblue⁽¹⁾ nous a beaucoup aidé, nous et nos partenaires, à structurer tout un ensemble de dispositifs autour de nouvelles approches interdisciplinaires et pédagogiques.

Enfin, sur l'innovation, on a un ensemble de dispositifs qui ont

émergé des laboratoires de recherche et je crois que l'avenir, c'est aussi le pôle universitaire d'innovation (PUI) Blue Box, qui est en train de se mettre en place et qui va nous fournir un vrai environnement complètement intégré autour du transfert de connaissances et de technologie vers les parties prenantes du monde non académique.

⁽¹⁾ Projet d'investissement d'avenir porté par l'UBO et coordonné par l'IUEM. ISblue est une école universitaire de recherche interdisciplinaire spécialisée en sciences et technologies marines.

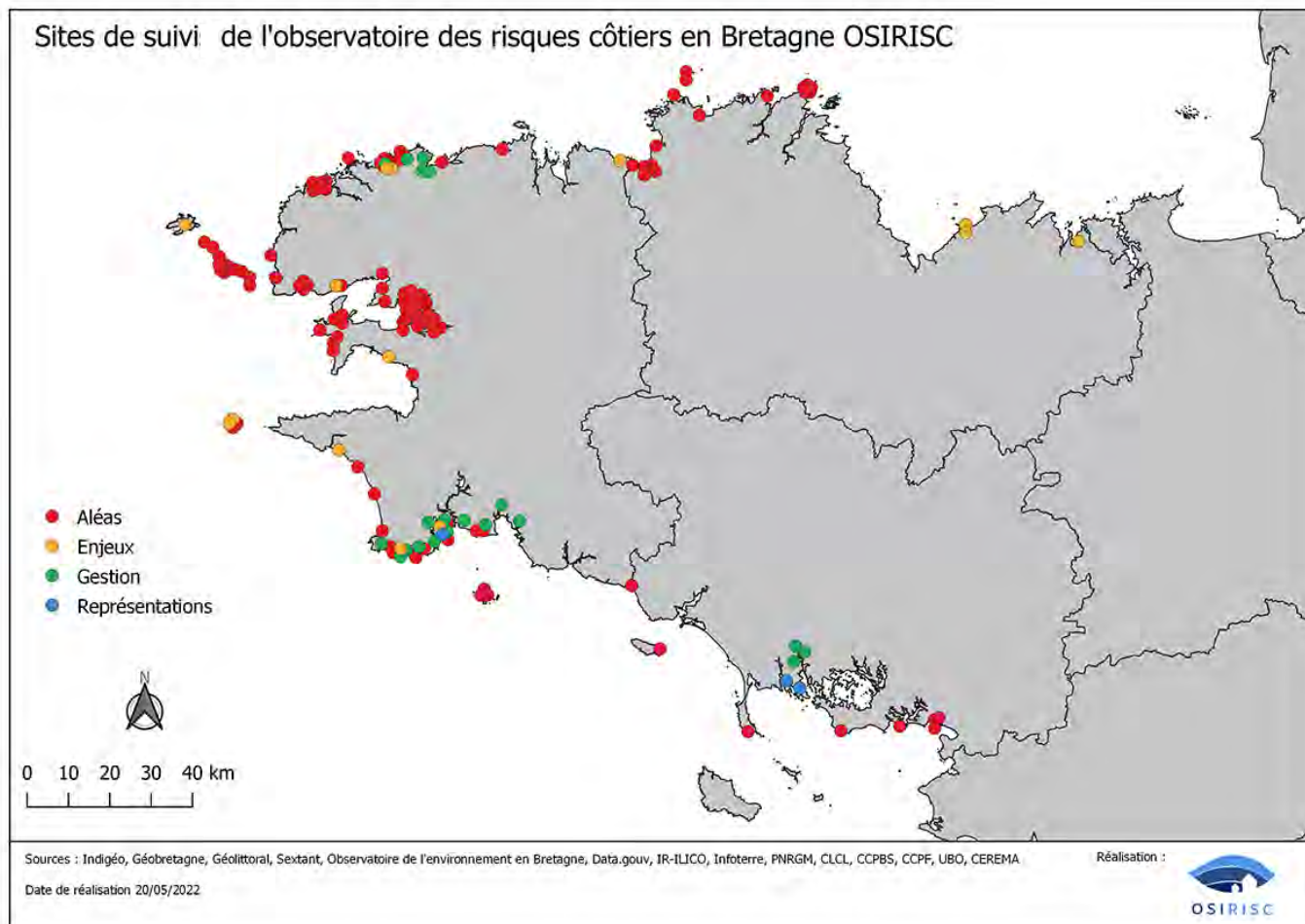


Oceanolab, partager avec le grand public la science en train de se faire

Depuis sa création en 1990, Océanopolis partage les connaissances océanographiques avec divers publics en lien avec

les organismes de recherche présents sur le territoire. Toutes les activités de ce centre national de culture scientifique dédié à l'océan visent à développer et renforcer l'interface entre la science et la société. C'est dans ce contexte qu'un nouveau concept de programme en sciences marines est né.

Original et unique, ce programme baptisé Océanolab, a été imaginé par Océanopolis avec l'IUEM. L'objectif de ce programme est de montrer la « science en train de se faire » en partageant avec le public, en temps réel, des travaux scientifiques sur une année au sein d'un espace dédié au cœur d'Océanopolis.



OSIRISC, l'observation collaborative des risques côtiers

La gestion des risques côtiers est un sujet qui préoccupe de plus en plus les acteurs des territoires littoraux. Parallèlement à l'intérêt de mettre en place des séries d'observation à long terme répondant aux problématiques de recherche, l'IUEM a mis en place un dispositif d'observation collaborative avec les gestionnaires praticiens des risques

côtiers : OSIRISC. L'objectif est de former les praticiens pour répondre à leurs besoins en observation tout en optimisant la collecte de données et le suivi. Les personnels sont formés et l'ensemble des données partagées. OSIRISC met également à disposition un outil d'aide à la décision, en mesure d'orienter les stratégies de gestion des risques vers une meilleure résilience.

Alliant observation, formation et recherche dans un cadre interdisciplinaire, OSIRISC s'appuie sur l'ensemble des dimensions de l'IUEM pour répondre à la fois à des questions scientifiques et à des enjeux de société.



FOCUS SUR

Des ateliers pour consolider les piliers de l'INSU

Le projet de l'INSU s'appuie sur 4 piliers : les prospectives inter-établissement, les programmes nationaux, les infrastructures de recherche et les observatoires des sciences de l'Univers. Dans le contexte mouvant actuel de l'ESR, l'INSU travaille à les repositionner au service de sa mission.

À ces fins, un travail a été démarré en 2023 sur plusieurs d'entre eux (voir page 2). Deux ateliers ont associé une large communauté à la réflexion. L'un d'eux a interrogé les liens IR-SNO-OSU, tandis qu'un autre a remis à plat le rôle et l'organisation des programmes nationaux. L'ensemble donnera lieu à des évolutions.

Les ateliers « programmes nationaux »

Les programmes nationaux (PNs) constituent un des piliers de la mission nationale de l'INSU. Ils sont le premier outil de mise en œuvre collective des recommandations thématiques issus des prospectives scientifiques ainsi que de l'émergence de projets de recherche, de réseaux nationaux et de la prise de risques. L'INSU a organisé en 2023 un atelier de réflexion stratégique sur les PNs. Dans un contexte qui a fortement évolué depuis leur création, notamment avec l'arrivée des PEPR et des outils universitaires, l'objectif était de réfléchir à leur rôle et à leur organisation en interrogeant leurs liens avec les prospectives nationales ou avec les infrastructures de recherche, leur transversalité thématique, leur pilotage, leur valorisation et leur impact. Cette réflexion a été menée en trois temps avec un premier webinaire préparatoire, suivi d'un questionnaire en ligne et d'un atelier en présentiel. Cet atelier donnera lieu à des propositions de transformation de ces PNs, tant dans leur gouvernance que dans leurs objectifs, pour *in fine* mieux répondre aux enjeux scientifiques et aux enjeux du CNRS et de ses partenaires.

COMMUNAUTÉ IMPLIQUÉE

Présidents des CS,
Présidents et Directeurs
des PN

Directeurs de PEPR,
Directeurs d'IR
nationales, DU,

Partenaires (organismes,
universités, instituts du
CNRS),

Pole partenariats
scientifiques de l'INSU,
COMEX de l'INSU

Webinaire
préparatoire le 26 juin
2023

Questionnaire en ligne

45

participants aux
ateliers du 25
septembre 2023



Les ateliers « service national d'observation – infrastructure de recherche – OSU »

Les OSU, responsables du fonctionnement des SNO, et les IR représentent deux des quatre piliers de la stratégie de l'INSU. Ces outils indispensables à nos recherches, depuis l'observation, l'analyse jusqu'au traitement des données, portent une dimension thématique en assurant le rassemblement des communautés, la production de données et de services.

L'objectif de cette réflexion vise à renforcer la synergie entre ces trois outils. Comment optimiser l'articulation administrative, financière et scientifique entre les différents niveaux ? Comment renforcer la visibilité vis-à-vis des parties prenantes à la fois régionales et nationales ? Ces questions, transcendantes pour l'INSU, ont été abordées en deux étapes. Tout d'abord des questionnaires ciblés ont été envoyés à tous les responsables de SNO ou d'IR et des directrices d'OSU. Le taux exceptionnellement élevé de réponses autour des sujets des modes de gestion, des politiques d'accès, de la construction des communautés ont permis de définir les 4 sujets abordés, dans un deuxième temps, lors de l'atelier des 29 et 30 juin à l'IMEV à Villefranche-sur-Mer.

Grâce à cette réflexion collective, l'INSU souhaite expérimenter certaines propositions. Tout d'abord il propose de doter tous les OSU d'une direction adjointe

observation qui coordonne les demandes de moyens des SNO et des IR, en concertation avec les OSU partenaires. Une « campagne » annuelle « pré-DIALOG » entre les dirOSU et dirIR permettra une meilleure prise en compte des priorités des besoins RH. L'INSU propose d'optimiser les réponses aux financements : les demandes de moyens financiers (appels d'offre) au niveau local sont portées par les OSU, celles au niveau national par les IR. Enfin, les SNO sont regroupés au sein d'une IR dès que pertinent, ou autre schéma (par ex création de structures nationales en lien avec les OI).

1^{ère} étape

sous forme de
questionnaires (3
types de questionnaire
différents, en fonction
de la cible : responsable
d'IR, responsable de
SNO, directeur d'OSU)
**Bilan des réponses au
questionnaire : 89%
(IR) 52% (SNO) 80%
(OSU)**

2^{ème} étape

sous forme d'ateliers à
les 29 et 30 juin à l'IMEV
à Villefranche-sur-Mer.
**Nombre de participants
à l'atelier : 33**

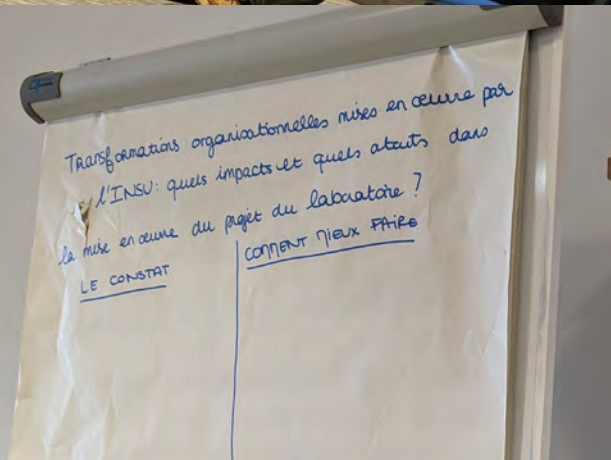
COMMUNAUTÉ IMPLIQUÉE

L'ensemble des acteurs
concernés par les IR les
SNO et les OSU

Les journées de domaine

Traditionnellement, les JDU comprennent toujours une journée dédiée aux différents domaines. Cette édition 2023 n'y a pas dérogé. Les DU et DirOSU ont été répartis selon leurs domaines de prédilection. Après un temps de partage d'informations animé par le DAS, les directeurs de laboratoires ont dû travailler en atelier sur deux questions centrées sur leur projet de laboratoire :

quels sont les impacts et les atouts des transformations organisationnelles pilotées par l'INSU dans sa mise en œuvre ? Comment le projet de leur laboratoire participe-t-il à celui de l'INSU ? L'équipe de direction de l'INSU a pris ensuite connaissance de la synthèse de ces ateliers et a répondu aux principales problématiques remontées lors de la session de clôtures de ces JDU.



Publication : CNRS - INSU 2023

Ours : Directeur de publication, Antoine Petit, directeur du CNRS.

Rédaction : Anne Brès, responsable de la communication (CNRS- INSU)

Marine Christille, chargée de communication (CNRS- INSU).

Crédits photos : © Marine Christille (CNRS- INSU) © Sébastien Hervé (IUEM)



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

